



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



RÉSILIENCE TOGOLAISE



Le FMI débloque 80,74 millions de DTS

BIDC ET AFRILAND FIRST BANK CI



Un partenariat de 10 milliards FCFA pour dynamiser les PME ivoiriennes

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et Afriland First Bank Côte d'Ivoire S.A. ont signé, le 20 mai 2026, au siège de la Banque à Lomé (Togo), un accord...

KESSIBO-ABRÉWANKOR

Le premier centre de traitement post-récolte de cacao d'excellence inauguré

Page 3



CANALBOX

88 66

NOUVEAU ! INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ SOUSCRIVEZ EN LIGNE

SCANNEZ ICI
OU RENDEZ-VOUS SUR

CANALBOX-SOUSCRIPTION.CPAY.TG



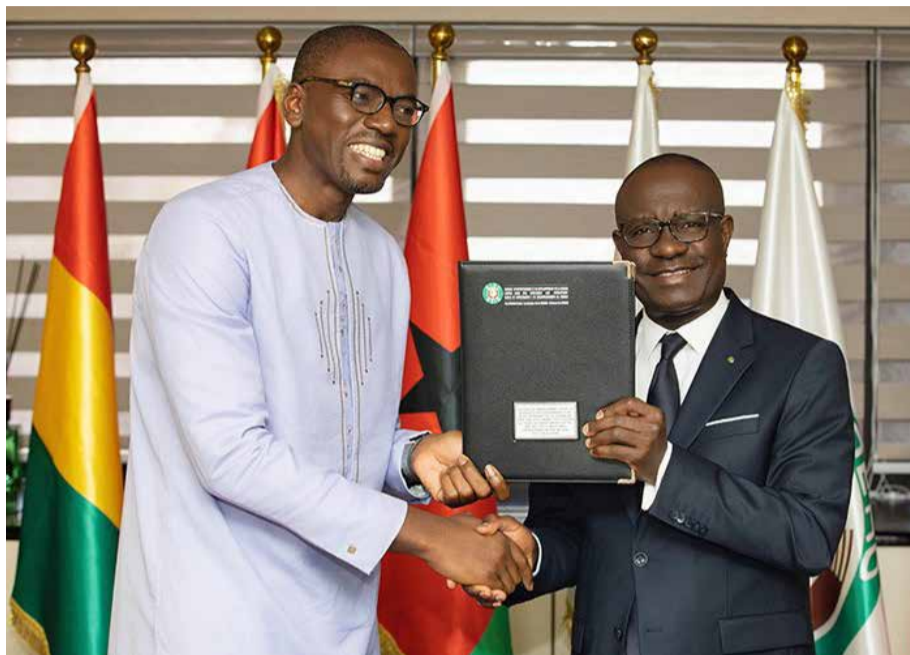
BIDC et Afriland First Bank CI

Un partenariat de 10 milliards FCFA pour dynamiser les PME ivoiriennes

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et Afriland First Bank Côte d'Ivoire S.A. ont signé, le 20 mai 2026, au siège de la Banque à Lomé (Togo), un accord de prêt d'un montant de dix milliards (10 000 000 000) de francs CFA, visant à renforcer le financement du secteur privé et à accélérer la transformation économique en Côte d'Ivoire.

Cette ligne de crédit contribuera à répondre aux besoins croissants de financement à court et moyen termes des micros, petites et moyennes entreprises (MPME), ainsi que des entreprises de taille intermédiaire opérant dans des secteurs stratégiques tels que la santé, l'éducation, l'agro-industrie, l'industrie manufacturière, le commerce, le BTP, les services et la technologie. En améliorant l'accès à des solutions de financement adaptées, ce partenariat ambitionne de libérer le potentiel productif, de stimuler l'entrepreneuriat et de renforcer la compétitivité des entreprises locales. À cette occasion, le Président

de la BIDC et de son Conseil d'Administration, Dr George Agyekum Donkor, a déclaré : « Ce partenariat reflète l'engagement constant de la BIDC à renforcer le secteur privé en tant que levier de croissance durable, de développement industriel et d'intégration régionale. En soutenant les entreprises avec les financements nécessaires à l'expansion de leurs activités, à l'innovation et à la création d'emplois, nous investissons dans la résilience et la compétitivité à long terme des économies ouest-africaines. » Le Directeur Général de Afriland First Bank Côte d'Ivoire S.A., M. Christian Kammogne Fogaing, a pour sa part souli-



gné l'importance stratégique de cette facilité : « Cette ligne de crédit renforce significativement notre capacité à accompagner les PME et les entreprises de taille intermédiaire, qui constituent le socle de l'activité économique et de la création d'emplois. Elle s'inscrit pleinement dans notre ambition de promouvoir l'inclusion financière, de stimuler l'investissement

productif et d'offrir aux entreprises les ressources nécessaires à leur croissance dans un environnement de plus en plus compétitif. » Au-delà de l'apport financier, cette initiative devrait générer des retombées économiques substantielles, notamment à travers l'expansion des activités des entreprises, la création d'emplois et le renforcement des chaînes de valeur

régionales. Le projet contribuera également à accroître la résilience des entreprises locales et à soutenir une croissance économique inclusive en Côte d'Ivoire et dans l'ensemble de la sous-région de la CEDEAO. À travers ce partenariat, la BIDC poursuit la mise en œuvre de sa Stratégie GRO (Croissance, Résilience et Optimisation), en mobilisant des ressources au profit d'initiatives à fort impact dans le secteur privé, favorisant l'industrialisation, la diversification économique, l'intégration régionale et le développement durable au sein de l'Afrique de l'Ouest.

UEMOA

Le Togo joue sa partition économique et financière

(TOGODAILYNEWS) - À Lomé, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu le 23 mai dernier, en audience Abdoulaye Diop, président de la Commission de l'UEMOA. Cette rencontre s'inscrit dans un contexte marqué par la consolidation de l'intégration africaine et la recherche de performances économiques durables.

Les échanges ont porté sur la mise en œuvre des réformes communautaires, le renforcement de la gouvernance économique et les réponses aux défis sécuritaires et institutionnels de la sous-région. Abdoulaye Diop a présenté la situation économique de l'Union, soulignant une croissance moyenne de plus de 6 % et des agrégats macroéconomiques bien orientés. « Nous avons recueilli les orientations du Président du Conseil

pour bâtir une Union plus dynamique, plus forte et résiliente », a-t-il déclaré. Le président de la Commission a également fait part du bilan de la onzième Revue annuelle des réformes, tenue le 11 mai à Lomé. Cette rencontre a permis d'identifier les moyens pour assurer une meilleure transposition et accélérer l'exécution des politiques communautaires au Togo. Abdoulaye Diop a salué les performances économiques et fi-



nancières du Togo, estimant qu'elles contribuent positivement aux résultats globaux de l'Union : « Les performances globales de l'UEMOA reposent sur la solidité des performances nationales. Dans ce cadre, le Togo

joue pleinement sa partition. » Les enjeux sécuritaires et institutionnels ont également occupé une place importante dans les échanges. Le Président du Conseil a formulé des orientations pour une mise en œuvre

efficace des programmes et stratégies dans un environnement régional marqué par des défis multiples. Enfin, Abdoulaye Diop a félicité Faure Gnassingbé pour l'organisation réussie du Forum Biashara Africa 2026, qu'il considère comme une rencontre en cohérence avec la Stratégie IMPACT 2030 et la vision 2040 de l'UEMOA. « Le Togo est devenu un centre stratégique de réflexion sur l'intégration africaine », a-t-il affirmé. Créée le 10 janvier 1994, l'UEMOA regroupe huit États : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Sa mission : bâtir un espace économique harmonisé et intégré en Afrique de l'Ouest.

ECO & FINANCES

Qualités Economique du Togo: REC N°0902/15/12/1599AG/0643/01/06/2822/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan
derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO

91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES

Tirage: 3000

KESSIBO-ABRÉWANKOR

Le premier centre de traitement post-récolte de cacao d'excellence inauguré

Le Togo vient de franchir une étape décisive dans la valorisation de son cacao avec l'inauguration du Centre de traitement post-récolte de cacao d'excellence de Kessibo-Abréwankor, le samedi 23 mai 2026, dans la préfecture de Wawa.

Bernard AFAWOUBO

Construit sur une superficie de 1,37 hectare et financé à hauteur de 160 millions F CFA par le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CC-FCC), ce centre ambitionne de positionner le pays sur les marchés internationaux de niche du cacao fin et aromatisé.

Le centre est doté d'un hall de fermentation de 78 m², de cinq tunnels de séchage de 10 m chacun, d'un magasin de stockage de 25 tonnes, ainsi que d'un système d'adduction d'eau potable et d'une électrification solaire. Des dortoirs, sanitaires et matériels roulants (motos et tricycles) complètent l'équipement, facilitant la collecte dans les 13 villages de la préfecture de Wawa.

Ces installations, inspirées des modèles camerounais, permettront de produire 100 tonnes de cacao d'excellence dès la première campagne, avec une montée en puissance progressive.

« La construction et l'exploitation de ce centre visent à accroître la contribution du cacao dans le développement économique de notre pays. En outre, elles permettront de valoriser davantage la qualité du cacao togolais » a indiqué Enselme Gouthon, Secrétaire général du Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC). Le centre d'Abréwankor vient ainsi consolider cette dynamique, en offrant une plateforme de formation et de renforcement des capacités pour les producteurs et techniciens.

Au-delà de la qualité, ce projet vise à accroître les revenus des producteurs, créer des emplois pour les jeunes et les femmes, et renforcer

la contribution du cacao à l'économie nationale.

Le ministre de l'Économie et de la Veille Stratégique, Badanam Patoki, a souligné que « l'exploitation de ce centre optimise la qualité du cacao togolais et inscrit le Togo sur la liste des pays exportateurs de cacao fin et aromatisé ».

Le centre sera confié à l'Union des Sociétés Coopératives des Producteurs de Café et de Cacao (USCPCC) IBA «COOP-CA», garantissant une gestion de proximité et une appropriation par les acteurs locaux.

Ce centre pilote précède deux autres projets similaires en cours dans les préfectures de Blitta et Agou, confirmant la volonté du gouvernement et du CCFCC de bâtir une filière cacao compétitive et durable.

Le préfet de Wawa, SOME-NU Atsu et le chef de canton de Kessibo ont salué une initiative qui « aura un impact certain sur la vie socioéconomique de la population », tandis que les partenaires internationaux présents – ICCO, CICC Cameroun, Club des Chocolatiers Engagés – ont réaffirmé leur soutien.

Avec ce centre d'excellence, le Togo ne mise plus seulement sur la quantité mais sur la qualité premium, ouvrant la voie à une reconnaissance mondiale et à une meilleure rémunération des producteurs. Une stratégie qui pourrait transformer durablement la filière cacao et renforcer la place du pays dans l'économie agricole internationale.

Le Togo s'est distingué lors du concours « Cocoa of Excellence Awards 2025 », remportant ainsi deux médailles d'or dans la zone Afrique et Océan Indien grâce aux producteurs Aboudou-Mou-



mouni MAMAN et Koffi EKOUADJI. Ces succès répétés confirment la réputation du cacao togolais, déjà prisé par les chocolatiers et importateurs internationaux. La cérémonie d'inauguration

a connu la présence de Michel Arrion, directeur exécutif de l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO), d'Omer Maledy, le directeur exécutif du Conseil Interprofessionnel des Filières Cacao

et Café (CICC) du Cameroun sont invités à l'inauguration, et de Daniel Mercier, représentant du Club des Chocolatiers Engagés de la France.

Résilience togolaise

Le FMI débloque 80,74 millions de DTS

Le Togo vient de franchir une étape décisive dans son partenariat avec le Fonds monétaire international (FMI). Les services du FMI ont conclu le 21 mai dernier, un accord au niveau des services avec les autorités togolaises pour achever les troisième et quatrième revues conjointes du programme de réformes économiques appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC).

Patience SALLAH

Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration, ce nouvel accord ouvrira l'accès à 80,74 millions de DTS (environ 110,8 millions de dollars), portant le total des décaissements à 220,2 millions de DTS (302,2 millions de dollars).

Malgré une conjoncture internationale tendue, marquée par le conflit au Moyen-Orient et ses répercussions énergétiques, l'éco-

nomie togolaise a affiché une résilience remarquable. En 2025, le PIB réel a progressé de près de 6 %, soutenu par le dynamisme du secteur des services, tandis que l'inflation s'est modérée. Les perspectives pour 2026 annoncent toutefois un ralentissement temporaire et une hausse des prix, conséquence directe des tensions géopolitiques et des chocs climatiques persistants. Les résultats budgétaires témoignent d'une gestion ri-



goureuse : le déficit a chuté à 3,2 % du PIB en 2025, grâce à une maîtrise des dépenses. Les autorités visent désormais à ramener ce déficit à 3 % d'ici 2027, en renforçant la mobilisation des recettes et en préservant les dépenses sociales. Le FMI salue notamment les progrès réalisés

dans la transparence budgétaire, la supervision des entreprises publiques et la protection des populations vulnérables.

Au-delà des chiffres, l'enjeu reste structurel notamment réformer le secteur financier, améliorer la gouvernance et rendre les entreprises pu-

bliques plus performantes, en particulier dans l'énergie. Ces réformes sont jugées essentielles pour contenir les pressions fiscales, stimuler l'investissement privé et favoriser une croissance inclusive.

Tidiane Kinda, chef de mission du FMI, a souligné la coopération constructive avec les autorités togolaises et leur engagement à poursuivre les réformes. Les discussions ont impliqué le ministre des Finances, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), ainsi que des représentants du secteur privé et de la société civile, confirmant la volonté d'ancrer ces mesures dans une dynamique nationale et régionale.

Niger

Les programmes de restauration environnementale ont généré près de 82 000 emplois temporaires en 2025

Le gouvernement nigérien a mis en œuvre plusieurs programmes de récupération des terres dégradées afin de renforcer la résilience climatique et de soutenir les revenus des populations rurales.

Au Niger, les programmes de restauration environnementale ont généré près de 82 000 emplois temporaires en 2025. C'est ce que révèle un communiqué du gouvernement nigérien.

Dans un entretien bilan 2025 diffusé le 6 mai sur la télévision nationale, le ministre chargé de l'Environnement, le colonel Maizama Abdoulaye, a indiqué que « plusieurs actions de récupération des terres dégradées et d'ensemencement des espèces fourragères ont permis d'améliorer considérablement la production pastorale dans certaines localités du pays, générant plusieurs milliards de FCFA de revenus pour les populations bénéficiaires ».

Il a précisé que les actions réalisées entre 2024 et 2025

ont mobilisé plus de 10 millions d'hommes-jours, soit l'équivalent de 10 millions de journées de travail.

Les autorités nigériennes mettent en avant les résultats obtenus dans certaines zones comme Kéré-Kapada, dans la région de Tahoua, où la restauration des terres a permis d'améliorer significativement la biomasse pastorale, atteignant environ trois tonnes de matière sèche par hectare.

Au-delà de l'aspect environnemental, ces actions visent aussi à faire de la restauration des terres un levier de développement rural, à travers la récupération des terres dégradées, l'ensemencement d'espèces fourragères et la plantation de végétaux adaptés au climat sahélien.

Cette dynamique intervient



dans un contexte où le Niger reste fortement exposé aux effets du changement climatique, notamment aux sécheresses, inondations et vents violents, qui accentuent l'insécurité alimentaire, la pauvreté et les tensions sociales. Face à ces défis, le pays a multiplié les engagements internationaux

et mis en place plusieurs politiques d'adaptation, dont le Plan national d'adaptation (PNA), avec l'appui d'institutions publiques, d'ONG, du secteur privé et de partenaires techniques et financiers.

Selon le gouvernement, malgré les programmes déjà en cours, les besoins financiers

pour la mise en œuvre des options prioritaires nationales s'élèvent à 5435 milliards FCFA (9,058 milliards \$), selon le document intitulé « Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger », publié en mai 2025.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 22 mai 2026

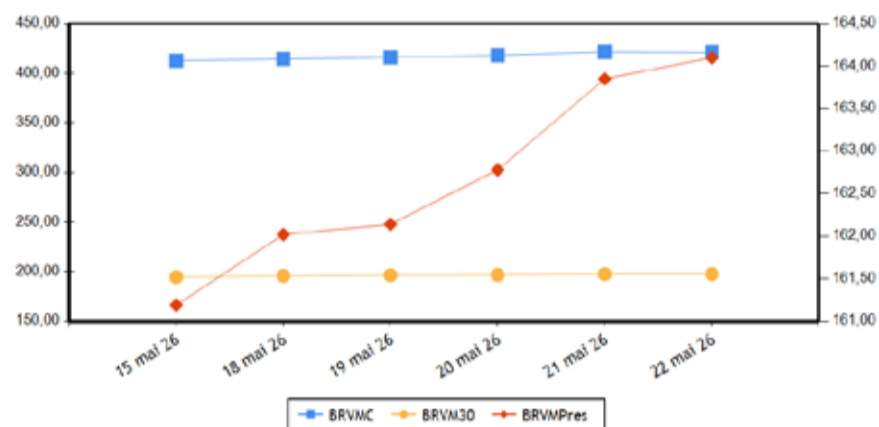
N° 96

BRVM COMPOSITE	421,02
Variation Jour	-0,13 %
Variation annuelle	21,77 %

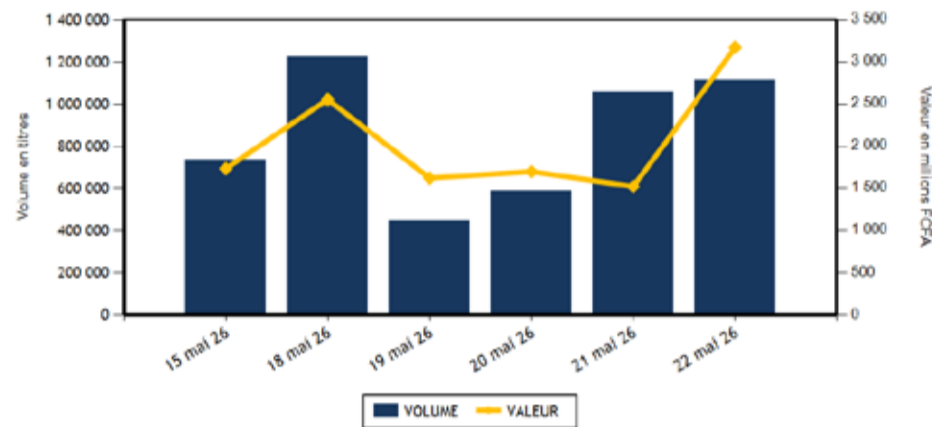
BRVM 30	197,61
Variation Jour	0,03 %
Variation annuelle	18,87 %

BRVM PRESTIGE	164,10
Variation Jour	0,15 %
Variation annuelle	13,76 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	16 229 858 846 665	-0,13 %
Volume échangé (Actions & Droits)	959 834	-9,23 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 641 345 614	8,33 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	19	-34,48 %
Nombre de titres en baisse	19	72,73 %
Nombre de titres inchangés	9	28,57 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 040 183 342 948	0,02 %
Volume échangé	153 825	26 330,41 %
Valeur transigée (FCFA)	1 529 409 000	26 729,78 %
Nombre de titres transigés	7	16,67 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse		
Nombre de titres inchangés	5	-16,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CIE CI (CIEC)	4 040	7,45 %	71,19 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	4 210	7,40 %	8,65 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	2 645	7,30 %	149,53 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	16 300	5,03 %	1,88 %
SONATEL SN (SNTS)	28 500	4,93 %	9,11 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	18 000	-5,09 %	57,27 %
SICOR CI (SICC)	4 400	-4,56 %	33,33 %
SOGB CI (SOGC)	7 390	-2,76 %	-6,46 %
SAFCA CI (SAFC)	3 700	-2,37 %	11,95 %
BERNABE CI (BNBC)	1 500	-1,64 %	6,38 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	164,10	0,15 %	13,76 %	91 479	894 009 465	12,06
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	297,56	-0,01 %	36,71 %	840 973	710 015 184	15,27

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	165,00	1,38 %	23,93 %	932 452	1 604 024 649	13,07

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	103,74	-1,01 %	9,32 %	8 794	158 233 620	10,20
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	181,59	0,89 %	4,95 %	18 303	36 478 570	46,62
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	191,45	0,14 %	31,26 %	741 682	591 857 444	13,68
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	266,67	0,15 %	23,41 %	117 268	623 492 385	9,21
BRVM - INDUSTRIELS	6	184,86	0,54 %	39,70 %	8 972	19 601 600	15,40
BRVM - ENERGIE	4	143,02	0,08 %	28,95 %	7 812	50 167 690	16,63
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	187,32	5,04 %	76,88 %	29 621	124 193 340	17,16

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,07
Taux de rendement moyen du marché	6,40
Taux de rentabilité moyen du marché	7,89
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	205
Volume moyen annuel par séance	1 807 130,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 939 306 026,72

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	41,20
Ratio moyen de satisfaction	38,00
Ratio moyen de tendance	92,21
Ratio moyen de couverture	108,44
Taux de rotation moyen du marché	0,09
Prime de risque du marché	1,90
Nombre de SGI participantes	34

Sénégal

Comment la Banque Ouest Africaine de Développement a soutenu et financé l'économie sénégalaise sur les cinq dernières années ?

A l'occasion de l'inauguration officielle de ses nouveaux bureaux à Dakar, ce 7 mai 2026, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a mis en avant cinq années d'interventions soutenues au Sénégal, marquées par des financements conséquents dans les infrastructures, l'énergie, l'éducation et la transformation numérique.

Entre août 2020 et fin 2025, l'institution régionale a engagé près de 695 milliards FCFA dans l'économie sénégalaise, soit 17,4 % de l'ensemble des financements mobilisés par la BOAD dans l'Union sur ces cinq dernières années. Les décaissements effectifs s'élèvent à 463,2 milliards FCFA.

Serge EKUE, président de la BOAD, a souligné la portée concrète de ces investissements : « Nos engagements au Sénégal ne sont pas seulement financiers, ils sont humains, de par leurs impacts ».

La stratégie déployée par la banque s'est principalement concentrée sur les infrastructures de transport et de digitalisation, qui ont absorbé 56 % des financements alloués au Sénégal. Viennent ensuite les secteurs de la santé et de l'éducation (13 %), ainsi que ceux de l'énergie et des ressources naturelles et de la finance, qui représentent chacun 12 % des engagements.

Au total, 76 % des financements ont été orientés vers l'État et les entreprises publiques sénégalaises, pour un montant de 528,8 milliards FCFA, tandis que le secteur privé a bénéficié de 166 milliards FCFA, soit 24 % des concours de la Banque dans le pays.

Des projets structurants Parmi les projets emblématiques soutenus figure le Train Express Régional

(TER) Dakar-AIBD, pour lequel la BOAD a mobilisé 35 milliards FCFA. La Banque a également participé au financement de l'auto-route Dakar-Tivaouane-Saint-Louis, de la Zone économique spéciale de Diass, ainsi que du parc de technologies numériques de Diamniadio destiné à positionner le Sénégal comme un hub régional des services numériques.

Dans le domaine sécuritaire et numérique, la BOAD a aussi soutenu le renforcement des moyens de communication électroniques des forces de sécurité intérieure, avec un financement de 40 milliards FCFA visant notamment la couverture mobile sécurisée et la vidéoprotection dans plusieurs zones du pays.

Le secteur énergétique figure également parmi les priorités de l'institution. La BOAD a contribué au financement de la centrale solaire photovoltaïque de Niakhar, dotée d'une capacité de 30 MWc avec système de stockage, ainsi qu'à la centrale thermique à cycle combiné de Malicounda.

Dans le secteur social, la Banque a accompagné la construction et l'équipement de lycées professionnels agricoles et agroalimentaires, ainsi qu'un vaste programme de construction de 1 528 salles de classe à travers le territoire national afin



de réduire les abris provisoires et améliorer la qualité de l'éducation.

Face aux effets des crises internationales, la BOAD a également joué un rôle contracyclique au Sénégal. Dans le cadre du programme régional d'urgence SONGTAABA, elle a approuvé en 2024 un prêt de 25 milliards FCFA destiné au renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable dans les centres fluviaux de Richard-Toll, Dagana, Podor et Matam.

Au-delà des financements directs, la Banque a aussi mobilisé 243,34 milliards FCFA dans le cadre d'arrangements financiers et de levées de fonds au profit de projets sénégalais, notamment pour les voiries du pôle urbain de Diamniadio, des résidences universitaires, des infrastructures d'assainissement, des projets énergétiques et des équipements de

sécurité en prévision des Jeux Olympiques de la Jeunesse Dakar 2026.

Une gestion de proximité L'ouverture des nouveaux bureaux de Dakar s'inscrit justement dans une stratégie de renforcement des missions résidentes de la Banque dans l'espace UEMOA. La BOAD explique vouloir rapprocher davantage ses équipes des États et du secteur privé afin d'améliorer le suivi des projets et l'identification de nouvelles opportunités de financement. Dakar et Abidjan constituent les deux premières missions concernées par cette nouvelle phase de décentralisation opérationnelle.

Les perspectives restent importantes pour le Sénégal. À fin 2025, le portefeuille de projets en cours de maturation à la BOAD représentait environ 1 927 milliards FCFA d'investissements potentiels, pour une contribution attendue

de la Banque estimée à 477 milliards FCFA.

Parmi les futurs projets envisagés figurent notamment la construction d'un centre de maintenance aéronautique à l'AIBD, un réseau de transport et de distribution de gaz naturel, une centrale solaire à Kougheul, un hôpital aux Parcelles Assainies et des programmes de logements sociaux à Sébikotane.

Fort des résultats obtenus ces cinq dernières années, Serge EKUE a également affiché les ambitions de la nouvelle feuille de route de l'institution : « Fort de ce succès, notre nouveau plan stratégique, "Djoli-ba... La Suite", fixe un cap encore plus ambitieux : 6 500 milliards de FCFA de financements sur la période 2026-2030, soit quasiment le double du plan précédent. »

Kloto

Le Syndicat national des prêtres et herboristes traditionnels du Togo porté sur les fonts baptismaux

Kpalimé, 24 mai (ATOP) – Le Syndicat national des prêtres et herboristes traditionnels du Togo (SYNAPHET-Togo) a été porté sur les fonts baptismaux, le samedi 23 mai à Kpalimé, à l'issue d'un congrès constitutif placé sous le thème : « recadrer et promouvoir nos valeurs culturelles ancestrales africaines ».

Le congrès a été marqué par la lecture et l'adoption des textes fondamentaux, ainsi que par l'élection d'un bureau exécutif de 11 membres dirigé par un secrétaire général, Akamah Koukou Blaise, pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois.

Le syndicat s'est fixé plusieurs objectifs, notamment la négociation avec l'Etat pour l'instauration de deux journées fériées annuelles : une « journée des Ancêtres » destinée à rendre hommage aux origines et aux lignées et une « Journée des Divinités et Esprits traditionnels » consacrée à la célébration des cultes et rites togolais. Le SYNAPHET ambitionne également de revaloriser certaines cérémonies traditionnelles telles que les funé-



raillles, les dots, les veuves, et les rites du huitième jour en leur redonnant une portée symbolique et culturelle cohérente.

Représentant le maire de Kloto 1, Akpossou Marc

Gildas a indiqué que, les membres du SYNAPHET-Togo sont les gardiens d'un patrimoine lié à la médecine traditionnelle, transmis de génération en génération. « Ce savoir ancestral est une

richesse nationale que notre pays doit protéger et valoriser », a-t-il déclaré dans la prise en compte de leurs préoccupations.

Le nouveau secrétaire gé-

néral du SYNAPHET-Togo, a rappelé les missions de l'organisation, qui consistent à rassembler, structurer et renforcer la communauté des praticiens, prêtres, herboristes et guides spirituels

autour d'une même vision. « Ensemble, nous aspirons à créer un réseau solide, capable de porter haut les valeurs de nos traditions ancestrales dans le monde mo-

derne », a-t-il souligné.

Le secrétaire confédéral, chargé de l'administration et des archives de la CSTT, Amoussouvi Kossi a exhorté les membres du bureau exécutif du SYNAPHET à res-

ter à l'écoute de leurs adhérents, tout en invitant ces derniers à collaborer avec les dirigeants. Il a par ailleurs, réaffirmé le soutien de la CSTT au SYNAPHET-Togo dans l'accomplissement de ses missions.

Affilié au plan national à la Confédération syndicale des travailleurs du

Togo (CSTT), le SYNAPHET-Togo entend nouer des partenariats aux niveaux régional et international avec des organisations partageant les mêmes objectifs.

Bitumage et réhabilitation des routes

55 milliards de francs engagés cette année

Sur la voie du développement, la route bitumée occupe une place singulière. Elle n'est pas seulement un axe de circulation, mais aussi un signe de vitalité sociale et économique. Entre 2024, 2025 et désormais 2026, les réalisations enregistrées ainsi que les projets annoncés sont loin d'être mineurs. Ils contribuent à améliorer les conditions de vie des populations et à renforcer la dynamique de développement du pays.

Les linéaires et le coût estimatif des routes à bitumer ou à réhabiliter par région en 2026 s'établissent à 3 kilomètres pour 3,3 milliards de francs CFA dans le Grand Lomé.

Dans la région Centrale, il est question de 83 kilomètres pour 41,5 milliards de francs CFA, tandis que dans la région de la Kara, 10 milliards de francs CFA seront néces-

saires pour 20 kilomètres. Au total, 106 kilomètres de routes seront concernés dans l'ensemble des régions pour un investissement estimé à environ 55 milliards de francs CFA.

Des années passées également riches en réalisations En 2024, 39 kilomètres de routes bitumées ont été réalisés ou réhabilités à l'échelle nationale. En 2025,

ce volume a atteint 103 kilomètres, soit une progression de plus de 164 %.

Dans le Grand Lomé, les linéaires sont passés de 4 kilomètres en 2024 à 1 kilomètre en 2025. La région Maritime, avec 10 kilomètres enregistrés en 2024, n'affiche pas de données pour 2025 dans cette série. La région Centrale connaît, quant à elle, une progression spectaculaire, passant de 10 kilomètres en 2024 à 56,9 kilomètres en 2025.

La région de la Kara s'inscrit également dans une dynamique ascendante, avec 15 kilomètres en 2024 et 45,2 kilomètres en 2025. L'augmentation globale des linéaires en 2025 relève d'un

choix stratégique visant à maximiser l'impact des investissements publics.

Un engagement constant La portée qualitative de ces réalisations mérite d'être soulignée. La construction et la réhabilitation de routes bitumées impliquent des travaux lourds, exigeants en ressources techniques et financières, des contraintes qui ne freinent pourtant pas l'engagement de l'État.

À travers ces infrastructures, les autorités facilitent l'accès aux marchés, réduisent les coûts logistiques et renforcent l'attractivité des territoires. La libre circulation des biens et des personnes n'est plus un simple vœu : elle devient une réalité qui stimule

les échanges et consolide l'intégration économique et sociale.

En définitive, l'évolution des linéaires de routes bitumées entre 2024 et 2025, ainsi que les ambitions affichées pour cette année, représentent bien plus qu'une augmentation chiffrée. Elles traduisent la concrétisation d'une vision de l'aménagement du territoire pensée dans la durée, orientée vers l'efficacité et structurée autour des zones à fort enjeu.

Une dynamique qui transforme progressivement le territoire national et génère d'importantes retombées économiques et sociales.

superamco

Rayva débarque !

Votre nouvelle boisson rafraîchissante est enfin disponible.

~~700 Fcfa~~

450 Fcfa*



Disponible dans vos superamco

*Prix d'introduction
**Prix normal

  superamcotg